



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté**

ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement :**

**Projet de centrale photovoltaïque au sol
au lieu-dit « Les Cardeux » sur le territoire de la commune de Lavau (89)**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,
Le Préfet de Côte d'Or

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2, R.122-2-1, et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 002544/KK P relative au projet de centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « Les Cardeux » sur le territoire de la commune de Lavau (89), reçue le 18 décembre 2024, portée par SMART SUSTAIN COMPANY représentée par M. Christophe MERITET ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté n° 25-09-BAG du 14 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DAVID, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu la décision de M. le directeur de la Dreal n° BFC-2025-01-15-00002 du 17 janvier 2025 portant subdélégation de signature à Mme Muriel CHABERT, cheffe du service Transition Écologique, ainsi qu'à MM. Oscar VINESSE et Olivier BOUJARD, chefs adjoints du service Transition Écologique ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Yonne du 29 avril 2025 ;

Considérant :

1. la nature du projet,

- qui consiste en la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 999 kWc sur une emprise clôturée d'environ 2 ha ; la surface projetée des panneaux n'étant pas précisée dans le dossier ; la durée du chantier est prévue pour une durée de quatre à six mois de septembre à février ;

- qui comprend :

- la création d'un chemin empierré d'environ 5 m de largeur afin de permettre l'accès au site ;
- l'installation et le raccordement des modules photovoltaïques (dont le nombre n'est pas précisé dans le dossier) orientés vers le sud, avec une hauteur maximale de 1,79 m et une hauteur minimale de 0,55 m, répartis en tables fixes ancrées par micropieux ; l'espacement envisagé entre les rangées étant de 5 m, l'espacement définitif devant être déterminé sur la base de la levée topographique ;
- l'installation d'un local technique et d'un poste de livraison à l'entrée sud du site, le projet prévoyant un remblai de GNT de 0,4 m de hauteur autour du poste, l'emprise au sol du poste et du remblai associé correspondant à une surface de 40 m² ;

- la mise en place d'un raccordement au réseau électrique public, par la création d'une ligne souterraine permettant de raccorder le projet en piquage sur le réseau haute tension existant à environ 300 m du site d'implantation ;
 - la création d'une piste de circulation intérieure légère enherbée d'une largeur de 5 m ;
 - la pose d'une clôture grillagée de 2 m de hauteur sur un linéaire d'environ 600 m, comportant des passages pour la petite faune terrestre tous les 80 m environ ;
- qui prévoit, à l'issue de l'exploitation d'une durée de 40 ans, la remise en état du site ;
 - dont l'objectif poursuivi, indiqué dans le dossier, est de produire de l'énergie électrique renouvelable, l'estimation annuelle de la production n'étant pas précisée dans le dossier ;
 - qui relève de la catégorie n° 30 du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets d'installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement) d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc et inférieure à 1 MWc ;
 - qui doit faire l'objet d'une déclaration préalable de travaux ;

2. la localisation du projet,

- situé sur les parcelles P 0163, 0165 et 0166, d'une contenance cadastrale totale de 7 ha, 46 a et 81 ca, au lieu-dit « Les Cardeux » sur le territoire de la commune de Lavau (89) couverte par le règlement national d'urbanisme (RNU), appartenant à la Communauté de Communes Puisaye-Forterre et couverte par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Puisaye-Forterre ;
- situé sur une prairie permanente bordée de haies dans sa partie sud et en bordure de plusieurs boisements à mélange de feuillus ; à environ 300 m du cours d'eau « Ruisseau de Potieux » situé en contrebas ;
- situé à environ 100 m au sud de l'habitation la plus proche ;
- situé dans la zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique (Znieff) de type II « Étangs, Bocage, Landes et Forêt de Puisaye au sud du Loing » ; la zone Natura 2000 la plus proche « Milieux humides et habitats à Chauves-souris de Puisaye-Forterre » étant située à environ 4,2 km au nord-est ;
- en dehors de la trame verte et bleue (TVB) régionale, définie dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et reprise dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) de Bourgogne-Franche-Comté ; le site d'implantation constituant toutefois un réservoir local de la TVB, le secteur choisi étant favorable à la biodiversité de manière générale et aux chauves-souris en particulier, d'autant plus que le contexte présente une hétérogénéité de milieux (boisements, réseau de haies, cours d'eau, bâti, etc.) ;
- en zone d'aléa moyen au titre du risque de retrait-gonflement des sols argileux ;
- en dehors de zones humides inventoriées ;
- en dehors de périmètre de protection d'alimentation en eau potable ;

3. les impacts non notables sur l'environnement et la santé humaine, compte tenu :

- de la contribution du projet aux objectifs nationaux et régionaux (Sraddet) en matière de développement de la production d'énergies renouvelables ;
- du fait que le projet devra démontrer sa compatibilité avec le SCoT Puisaye-Forterre dont le Document d'orientation et d'objectifs (DOO) précise que « *Les centrales photovoltaïques et solaires ne sont autorisées qu'en dehors d'espaces d'intérêt écologique, paysager ou agricole* » ; du fait que le dossier devra présenter un état initial du site et de ses abords en termes de biodiversité (habitats, faune, flore) et prévoir des mesures ERC (éviter-réduire-compenser) adaptées le cas échéant ;
- du fait que le dossier devra être complété par une étude paysagère démontrant la bonne intégration du projet et la préservation du cadre de vie, notamment pour les habitations situées à proximité immédiate du site d'implantation, et présenter des mesures ERC adaptées si nécessaire ;
- de l'engagement du pétitionnaire à mettre en œuvre les mesures suivantes :
 - mise en place d'une clôture perméable à la petite faune afin d'assurer la continuité écologique ;
 - réalisation des travaux et de l'entretien du site en dehors des périodes de sensibilité de la faune, notamment en dehors de la période de nidification des oiseaux ; en cas de risque d'atteinte à la biodiversité, il conviendra de mandater un écologue pour confirmer l'absence d'incidence des travaux sur la faune ;

- élimination des déchets dans les filières de retraitement adaptées ;
 - gestion des espèces exotiques envahissantes selon la réglementation en vigueur ; une vigilance particulière devra être portée à la conduite du chantier, afin que l'Ambroisie à feuilles d'Armoise ne soit pas introduite sur les sites, en application de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2018 relatif à la lutte contre l'ambroisie dans le département de l'Yonne ; toutes les précautions devront être prises pour éviter la prolifération d'ambroisie conformément aux dispositions de cet arrêté préfectoral, notamment en veillant à limiter l'apport de matériaux extérieurs au site, à diffuser les semences (par les déplacements des engins) et à recouvrir les sols nus ;
 - gestion des risques de pollution accidentelle du sol et de l'eau en phase de chantier : des mesures seront prises afin d'éviter tout risque (mise en étanchéité provisoire des surfaces dédiées au stockage des engins, des produits polluants et contrôles techniques réguliers des engins de chantier, présence de kits de dépollution, etc.) ; toute pollution durant le chantier devra nécessairement faire l'objet d'un signalement au Maire, à la Police de l'eau et à l'ARS ;
 - intégration de clauses environnementales dans les critères de choix des fournisseurs de panneaux photovoltaïques ; il conviendrait notamment de respecter la norme ISO 26 000 relative à la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (RSE) ;
- de mesures complémentaires pouvant utilement être mises en œuvre par le pétitionnaire :
- limitation de l'occupation de l'espace au strict nécessaire pendant la phase chantier afin de préserver les milieux naturels jouxtant la zone de projet ;
 - maintenance préventive et curative de la centrale et mise en place d'un système d'alerte des secours en cas de sinistre ;
 - les jours et plages horaires des travaux devront respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 relatif à la lutte contre les bruits gênants pour le voisinage dans le département de l'Yonne ;

ARRÊTE :

Article 1er

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « Les Cardeux » sur le territoire de la commune de Lavau (89) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3

Cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews>

Fait à Besançon,

Le directeur régional, et par subdélégation,
la cheffe du service transition écologique
Muriel CHABERT

Muriel
CHABERT
T
muriel.c
habert

Signature
numérique de
Muriel
CHABERT
muriel.chabert
Date :
2025.05.07
15:23:16 +02'00'

Voies et délais de recours

- Lorsque la décision **dispense** le projet d'évaluation environnementale :

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 6 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale n'est pas un acte faisant grief susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux.

Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision ou l'acte d'autorisation, approuvant ou adoptant le projet, le plan, schéma, programme ou document de planification.

Elle peut également être contestée par le biais d'un recours gracieux adressé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication sur internet.

- Lorsque la décision **soumet** le projet à évaluation environnementale :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du Code de justice administrative et du Livre IV du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication sur internet, des recours suivants :

- un recours gracieux. En application de l'article R.122-3-1-VII du Code de l'environnement, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement qui a pris la décision. Le silence de l'Administration au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours ;
- dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux, un recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif compétent. Le Tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région Bourgogne-Franche-Comté
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25005 Besançon cedex

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche
CGDD/SEVS
Tour Sequoia
92055 La Défense cedex

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 Besançon cedex 3

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr